



RENDEZ-VOUS SALARIAL DU 2 JUILLET 2019

INTERVENTION DE LA CGT

Monsieur le Ministre,

La convocation bien tardive de ce que vous appelez un « rendez-vous salarial » et le temps restreint que vous affichez d'y consacrer soulignent, s'il en était encore besoin, que nous n'avons pas la même conception de l'importance des questions liées au pouvoir d'achat et, accessoirement, du dialogue social.

Mais, à quelque chose malheur est bon : la brièveté prévisible de cette réunion limitera à une durée décente et supportable le nouveau constat de nos profonds désaccords.

La CGT ira donc à l'essentiel puisque, de toute façon, nous ne connaissons que trop l'absence d'intérêt que vous nourrissez à l'endroit de nos revendications.

De surcroît, pour que les choses soient claires et pressentant que l'exercice d'aujourd'hui soit rendu peu opérant par vos soins, nous vous avons adressé un courrier dès le 12 juin reprenant nos principales revendications en matière de pouvoir d'achat.

Nous ne les reprendrons donc pas intégralement ici nous bornant à en rappeler les éléments essentiels.

La CGT demande, encore et toujours, une augmentation de la valeur du point, cruellement absente de votre propos.

Pour servir de base à la négociation que nous souhaitons – et que vous refusez, notre organisation syndicale propose une revalorisation de 3% au compte des années 2019 et 2020.

Cette mesure actée très rapidement, nous pourrions dès lors utiliser un véritable rendez-vous salarial au printemps 2020 pour débattre d'un plan pluriannuel de rattrapage des pertes accumulées depuis des années.

Puisque vous avez cité quelques chiffres, souffrez que nous le fassions aussi brièvement.

Plus d'1 million d'agents sont actuellement payés entre le SMIC et le SMIC plus 10%. C'est 2 fois plus qu'il y a 20 ans !

Un agent de catégorie B déroulant sa carrière complète sur 2 grades connaît une amplitude indiciaire de 56%. C'était 72% il y a 20 ans et pour une durée de carrière moins longue !

Un agent de catégorie A est aujourd'hui recruté à peine à 20% au-dessus du SMIC. Son salaire de recrutement était 50% au-dessus du SMIC il y a 20 ans !

Toutes ces situations préoccupantes sont la conséquence directe de la quasi stagnation puis du gel de la valeur du point et de la confusion entretenue entre les salaires et les carrières.

Au-delà, la CGT a de nombreuses revendications visant à améliorer le pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique.

Notre organisation n'était en rien demandeuse de hausse de la CSG qui, à nos yeux, pose de sérieux problèmes de justice sociale et de financement de la protection sociale.

Mais, ceci posé, nous réclamons aujourd'hui un autre dispositif que celui mis en place qui, de fait, prépare une nouvelle baisse du pouvoir d'achat dès 2020.

Nous proposons une compensation sur la base d'une mesure assise sur l'octroi de points d'indice et non sur un énième mécanisme indemnitaire.

Nous estimons également que les frais de mission – en particulier, ceux liés aux repas et aux stages – doivent connaître une revalorisation significative.

La CGT considère qu'une réforme importante de l'indemnité de résidence doit intervenir sans délai. En effet, les zones telles qu'elles sont définies sont en complet décalage avec la réalité contemporaine des coûts du logement. Cette refonte indispensable devra concerner également l'ensemble des ouvriers d'État.

Évidemment, les actifs ne sont pas les seuls à être impactés par les questions du pouvoir d'achat.

Les retraités le sont également.

La CGT revendique un dispositif d'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen et une augmentation du minimum garanti.

Enfin, l'égalité professionnelle passant nécessairement par l'égalité salariale, notre organisation syndicale continue de réclamer une revalorisation des métiers et filières à prédominance féminine. Nous faisons d'ailleurs observer que l'exigence de l'égalité

salariale est incompatible avec les parts aléatoires et individualisées de la rémunération qui, de manière constante, jouent en la défaveur des femmes.

Nous ne savons malheureusement que trop votre rejet de l'essentiel de nos revendications.

Et nous connaissons jusqu'à satiété les pseudos arguments éculés que vous mettez en avant pour tenter de justifier votre politique injuste et inefficace.

Vous répétez, par exemple, qu'augmenter la valeur du point de 1%, cela coûte 2 milliards d'euros. Puisqu'un tel chiffre inclut ce qu'on appelle couramment les « charges patronales », un minimum de rigueur intellectuelle et d'honnêteté voudrait qu'on n'oublie pas que les agents de la Fonction publique paient des cotisations sociales et, dans leur grande majorité, l'impôt sur le revenu.

Et si les cotisations patronales sont assimilées à des dépenses publiques, c'est bien le moins que les contributions salariales soient intégrées aux recettes.

On peut dès lors constater que d'augmenter la valeur du point de 3%, cela revient à environ 3 milliards et demi.

3 milliard et demi pour un peu plus de 5 millions de salariés aux revenus souvent modestes, c'est à rapporter aux 3 milliards d'euros de coût pour les finances publiques de la réforme de l'ISF, réforme qui, elle, bénéficie à moins de 200 000 personnes, dont il n'est pas sûr qu'elles soient toutes dans le besoin !

Il n'y a donc aucun impératif économique qui justifie votre politique : il n'y a que des choix politiques en parfaite symbiose avec la majorité ultra-libérale à laquelle vous appartenez.

Ces choix là qui, en matière de pouvoir d'achat, conduisent des dizaines de milliers de salariés à une précarité extrême, à la non-reconnaissance des qualifications ou encore à l'écrasement des carrières, ces choix-là sont à l'opposé de ceux de la CGT qui continue et continuera à les combattre.

Si nous avons bien compris, vous allez rejoindre le Président de la République à l'Elysée.

La délégation CGT va elle rejoindre les personnels hospitaliers rassemblés ce matin devant Bercy.

C'est d'eux qui se démènent au quotidien, sans moyens, pour assurer un service public de qualité dont nous nous sentons pleinement solidaires.

C'est avec eux qui subissent de plein fouet, y compris en matière salariale, vos politiques d'austérité que nous comptons continuer et amplifier notre mobilisation.